

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/22103]

**30 SEPTEMBRE 2021. — Décret relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1. Règlement (UE) 2021/241 : le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissent la facilité pour la reprise et la résilience;
2. Règlement (UE) 2020/852 : le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088;
3. décret du 5 février 1990 : le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
4. investissement total : le montant estimatif des travaux au moment de la soumission du dossier dans l'appel à projets augmenté des frais généraux, tels qu'arrêtés par le Gouvernement, et de la taxe sur la valeur ajoutée;
5. l'Administration : le Service général des Infrastructures scolaires subventionnées de la Direction générale des Infrastructures de la Communauté française;
6. pool de travaux : groupe de travaux classés par typologie permettant un classement des projets;
7. demandeur : tout pouvoir organisateur entrant dans le champ d'application du présent dispositif et déposant une demande de financement dans le cadre du présent décret;
8. plan d'investissement : le plan de financement exceptionnel issu des mécanismes prévus par le présent décret;
9. bâtiments scolaires: tout bâtiment scolaire de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors université, de l'enseignement de promotion sociale, ou bâtiment hébergeant des centres psycho-médico-sociaux ou des internats et home d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française;
10. jours ouvrables : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux;
11. les bénéficiaires : la Communauté française, les pouvoirs organisateurs et les centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 2.** Le présent décret s'applique à la Communauté française pour ce qui relève des investissements directs sur les bâtiments dont elle a la charge de propriétaire et/ou copropriétaire, ainsi qu'à tout pouvoir organisateur organisant tout type d'enseignement à l'exclusion de l'enseignement universitaire et aux centres psycho-médico-sociaux.

**Chapitre II. — L'appel à projets et éligibilité des projets****Section I<sup>re</sup>. — L'appel à projets**

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement publie un appel à projets de travaux à destination de l'ensemble des pouvoirs organisateurs en vue d'octroyer les moyens prévus à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

Cet appel à projets est formalisé par circulaire et contient :

1. un rappel des critères d'éligibilité des travaux;
2. un rappel des critères de priorisation des travaux au sein d'un pool;
3. la liste des documents nécessaires au contrôle du respect des critères d'éligibilité et au classement;
4. l'obligation pour le demandeur de joindre un rétroplanning du projet démontrant que le délai visé à l'article 4, 5<sup>o</sup>, sera respecté. En cas de non-respect de ce rétroplanning lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire s'expose à la perte de sa promesse de financement;
5. les modalités pratiques de dépôt des projets.

Les dossiers de candidatures complets sont rentrés dans les trois mois à dater de l'envoi de la circulaire visée à l'alinéa 2.

§ 2. Le Gouvernement peut lancer un deuxième appel à projets si le premier ne permet pas, par manque de dossiers éligibles, la consommation complète du montant visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

**Section II. — Projets Eligibles**

**Art. 4.** Sont éligibles dans le cadre de l'appel visé à l'article 3, les projets répondant aux conditions cumulatives suivantes :

1. viser des bâtiments scolaires;
2. le bâtiment scolaire visé est la propriété du demandeur ou ce dernier dispose d'un droit réel propre ou l'a cédé à une société publique ou patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, lui permettant d'en disposer et est affecté à un usage scolaire au moins pour une durée de 30 ans à dater de l'octroi de l'accord ferme de financement;
3. le demandeur s'engage à organiser la publicité prévue à l'article 34 du Règlement (UE) 2021/241;
4. la « publication » ou la consultation en vue du marché de travaux des prestations concernées est postérieure au 1<sup>er</sup> février 2020;
5. le dossier ne peut être clôturé à la date de remise des projets. La clôture du dossier est fixée à la réception provisoire de celui-ci;

6. la réception provisoire accordée des travaux concernés par le financement exceptionnel doit intervenir au plus tard à la fin du second trimestre 2026;
7. les travaux réalisés répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du décret du 5 février 1990;
8. les travaux réalisés répondent aux conditions particulières relatives à chaque typologie de travaux définies aux articles 14 à 17 du présent décret;
9. ni les travaux de rénovation, ni les activités réalisées dans l'infrastructure visée ne peuvent causer de préjudice environnemental important au sens de l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852;
10. les demandeurs s'engagent à répondre à toute demande provenant de la Communauté française, de la Commission européenne ou de tout organe de contrôle entrant dans l'application du plan de relance et de résilience visé par le Règlement (UE) 2021/241, et ce en vue de permettre le contrôle de l'utilisation des interventions financières perçues et le rapportage des informations nécessaires à l'attention de la Commission.

*CHAPITRE III. — Enveloppe dédiée au plan d'investissement et modalités de classement des projets et transferts entre enveloppes*

*Section I<sup>re</sup>. — Enveloppe dédiée au plan d'investissement*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite du montant prévu pour les bâtiments scolaires dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen visé par le règlement (UE) 2021/241 majoré de 10 pourcent et augmenté des montants nécessaires à la prise en charge de la taxe sur la valeur ajoutée, le Gouvernement octroie des financements exceptionnels.

La majoration de 10 pour cent visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut toutefois pas excéder 25.000.000 euros.

§ 2. La répartition du montant visé au § 1<sup>er</sup> s'effectue entre les bénéficiaires moyennant le respect cumulativement :

- a) des modalités et conditions fixées aux articles 6 à 17 du présent décret;
- b) de la clé de répartition théorique du montant visé au § 1<sup>er</sup> définie comme suit :
  1. 41,15 pour cent pour les investissements consentis au bénéfice des bâtiments scolaires dont la Communauté française à la charge de propriétaire ou de copropriétaire;
  2. 34,12 pour cent pour financer les travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;
  3. 24,73 pour cent pour financer les travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné.

**Art. 6.** Les montants résultants de la clé de répartition visée à l'article 5, § 2, b), constituent des enveloppes qui peuvent évoluer à la hausse ou à la baisse, avec une diminution maximale de 15 pour cent.

*Section II. — Modalités de classement des projets éligibles*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup> Les projets éligibles au financement visés à l'article 4 sont classés par typologie de travaux correspondant à quatre « Pools de travaux » :

- a) Démolitions/reconstructions de bâtiments existants;
- b) Rénovations moyennes a minima;
- c) Rénovations légères;
- d) Interventions ponctuelles.

§ 2. Ces quatre pools sont classés selon l'ordre de priorité suivant :

1. premier pool : démolitions/reconstructions de bâtiments existants;
2. deuxième pool : rénovations moyennes a minima;
3. troisième pool : rénovations légères;
4. quatrième pool : interventions ponctuelles.

*Section III. — Modalités de transferts entre enveloppes*

**Art. 8.** Les transferts entre enveloppes visées à l'article 6 ne peuvent être opérés qu'après affectation de l'ensemble des projets dans un pool, et ce par ordre de priorité tel que défini à l'article 7, § 2.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Au sein d'un même pool de travaux, et avant d'examiner un pool moins prioritaire, chaque enveloppe peut se réalimenter en ponctionnant dans les autres enveloppes pour autant que cette première présente des moyens insuffisants pour couvrir l'ensemble des dossiers émergeant au pool donné, et que l'une ou plusieurs autres enveloppes présentent un solde positif après attribution de ce même pool.

§ 2. Si deux enveloppes présentent un solde négatif après l'affectation d'un pool donné, la ponction effectuée sur la dernière enveloppe se fera, s'il échet, au prorata de la répartition théorique initiale. A l'inverse, si une seule enveloppe présente un solde négatif, la ponction sur les deux autres enveloppes se fait également au prorata de la répartition théorique initiale.

§ 3. Si chaque enveloppe présente un solde positif après l'affectation d'un pool, la priorisation passe au pool suivant en reprenant pour ce pool, le solde de chaque enveloppe.

§ 4. Si une enveloppe présente un solde négatif à l'attribution d'un pool donné et qu'aucune ponction n'est possible au sein d'une des autres enveloppes, les dossiers affectés à ce pool sont priorisés, s'il échet, au sein de celui-ci pour cette enveloppe selon les critères de priorisation et de cotation définis aux articles 12 à 17 du présent décret.

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 6, si un groupe de bénéficiaires émergeant à l'une des enveloppes ne présente pas suffisamment de dossiers pour consommer 85 pour cent de son enveloppe, la totalité du solde laissé disponible pourra être réallouée aux autres enveloppes, selon le même mécanisme que celui décrit aux articles 6 à 9.

**Art. 11.** Par dérogation aux articles 9 et 10, le mécanisme de vase communicant ne s'applique pas entre les pools de travaux visés à l'article 7, a) et b).

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'exclusion d'un dossier après validation par le Gouvernement de la liste de dossiers retenus, l'effet de vase communicant que ce dossier aurait pu engendrer en application des articles 9 et 10 est, s'il échet, neutralisé selon les modalités suivantes :

1. le montant libéré suite à son exclusion retourne au bénéfice de l'enveloppe qui a été ponctionnée initialement si ce dossier en particulier a permis l'activation de l'effet de vase communicant;
2. le montant libéré suite à son exclusion retourne au bénéfice de l'enveloppe à laquelle il émerge si l'effet de vase communicant aurait été appliquée même en l'absence de ce dossier dans le classement de départ.

L'exclusion d'un dossier visé au § 1<sup>er</sup> peut être décidée par le Gouvernement en cas de retrait du projet par le bénéficiaire ou en cas de non-respect des conditions d'éligibilité visées à l'article 4.

§ 2. Si l'enveloppe à laquelle émerge le dossier exclu ne présente plus de dossiers en suffisance pour consommer l'enveloppe rendue disponible, celle-ci est répartie entre les enveloppes ayant encore des dossiers en attente et ce, au prorata de la répartition initiale des enveloppes.

§ 3. Le mécanisme décrit au § 1<sup>er</sup>, du présent article, ne s'applique que si l'exclusion du dossier en question a pour conséquence de faire passer le montant cumulé sur l'ensemble des dossiers ayant reçu un accord de principe en deçà de 100 pour cent de l'enveloppe destinée au mécanisme régi par le présent décret.

#### CHAPITRE IV. — Définitions, critères de priorisation des typologies de travaux et taux de financement

##### Section 1<sup>re</sup>. — Définitions et critères de priorisation des typologies de travaux

**Art. 13.** La typologie de travaux visée à l'article 7, fait l'objet d'une définition, de critères d'éligibilité et de critères de priorisation propres à chacun des pools de travaux.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Par démolitions/reconstructions au sens de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a), on entend :

1. la démolition a minima de 75 pour cent de l'enveloppe/surface de déperditions thermiques et reconstruction d'un ou plusieurs bâtiments scolaires chauffés devenus trop vétustes pour qu'une rénovation puisse être envisagée et/ou;
2. la construction d'un ou plusieurs bâtiments scolaires venant en remplacement de l'occupation d'autres bâtiments devenus trop vétustes ou inadaptés pour un usage scolaire.

§ 2. Les travaux réalisés permettent une économie d'énergie primaire d'au moins 50 pour cent et ne peuvent générer une augmentation de surface bâtie de plus de 10 pour cent sous peine de voir ce dépassement être non finançable.

Ces projets doivent être justifiés par une note d'intention motivant l'impérative nécessité d'une démolition/reconstruction ou d'une nouvelle construction.

§ 3. Pour cette typologie de travaux, en cas d'insuffisance de crédits au sein d'une même enveloppe après application des ponctions éventuelles visées aux articles 6 à 11, les dossiers seront priorisés, s'il échet, sur base de la pondération définie dans l'annexe 1<sup>re</sup> au présent décret et des critères suivants :

1. atteinte de la norme QZEN moins 20 pour cent;
2. intégration dans le dossier de l'amélioration de la connectivité de l'infrastructure visée;
3. adaptation de l'infrastructure à l'enseignement inclusif;
4. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante;
5. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité;
6. travaux permettant une réponse à un problème d'hygiène;
7. travaux permettant une réponse à un problème de sécurité;
8. rationalisation des surfaces au regard des surfaces précédemment occupées et/ou l'intégration d'une mutualisation d'espace;
9. s'il échet, adaptation de l'infrastructure visée à l'organisation du tronc commun et/ ou au parcours d'éducation culturelle et artistique telle que prévue par le code de l'enseignement;
10. dossier intégrant une collaboration infrastructurelle inter-réseaux.

En cas d'égalité, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité:

1. le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation;
2. le dossier présentant l'indice socio-économique le plus faible;
3. le dossier se situant dans une zone en tension démographique;
4. le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée sur les trois dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice et les six dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Par rénovations moyennes a minima au sens de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, b), on entend les travaux de rénovation d'un ou plusieurs bâtiments scolaires visant une diminution de la consommation d'énergie primaire de minimum 30 pour cent.

Les travaux réalisés ne peuvent être considérés comme construction, reconstruction ou assimilés à du neuf au regard de la législation régionale applicable en matière de performance énergétique des bâtiments et doivent porter sur au moins 25 pour cent de l'enveloppe du bâtiment concerné.

Les travaux doivent respecter la chronologie de rénovation définie par l'outil « OCRE » disponible via la plateforme de soumission des candidatures, garantissant une prise en compte des besoins futurs et une approche globale sur l'infrastructure.

Les travaux ne peuvent générer une augmentation de surface bâtie.

§ 2. Pour cette typologie de travaux, en cas d'insuffisance de crédits au sein d'une même enveloppe après application des ponctions éventuelles visées aux articles 6 à 11, les projets seront priorisés, s'il échet, sur base de la pondération définie dans l'annexe 2 au présent décret et des critères suivants :

1. performance énergétique;
2. intégration dans le dossier de l'amélioration de la connectivité de l'infrastructure visée;

3. adaptation de l'infrastructure à l'enseignement inclusif;
4. travaux permettant le retrait des composants contenant de l'amiante;
5. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité;
6. travaux permettant une réponse à un problème d'hygiène;
7. travaux permettant une réponse à un problème de sécurité;
8. rationalisation des surfaces au regard des surfaces précédemment occupées et/ou l'intégration d'une mutualisation d'espace;
9. adaptation de l'infrastructure aux personnes à mobilité réduite;
10. s'il échet, adaptation de l'infrastructure visée à l'organisation du tronc commun et/ou du parcours d'éducation culturelle et artistique telle que prévue par le code de l'enseignement;
11. dossiers intégrant une collaboration infrastructurelle inter-réseaux.

En cas d'égalité, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité:

1. le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation;
2. le dossier présentant l'indice socio-économique le plus faible;
3. le dossier se situant dans une zone en tension démographique;
4. le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée sur les trois dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice et les six dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Par rénovations légères au sens de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, c), on entend les travaux de rénovation d'un ou plusieurs bâtiments scolaires visant une économie d'énergie primaire de 15 pour cent minimum et de moins de 30 pour cent.

Les travaux réalisés ne peuvent être considérés comme construction, reconstruction ou assimilés à du neuf au regard de la législation régionale applicable en matière de performance énergétique des bâtiments.

Les travaux réalisés ne peuvent engendrer de modification de surface bâtie et doivent respecter la chronologie de rénovation définie par l'outil « OCRE » disponible via la plateforme de soumission des candidatures, garantissant une prise en compte des besoins futurs et une approche globale sur l'infrastructure.

A minima, deux tiers de l'investissement total portent sur la transition énergétique.

§ 2. Pour cette typologie de travaux, en cas d'insuffisance de crédits au sein d'une même enveloppe après application des ponctions éventuelles visées aux articles 6 à 11, les projets seront priorisés, s'il échet, sur base de la pondération définie dans l'annexe 3 au présent décret et des critères suivants :

1. performance énergétique;
2. intégration dans le dossier de l'amélioration de la connectivité de l'infrastructure visée;
3. adaptation de l'infrastructure à l'enseignement inclusif;
4. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante;
5. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité;
6. travaux permettant une réponse à un problème d'hygiène;
7. travaux permettant une réponse à un problème de sécurité;
8. adaptation de l'infrastructure aux personnes à mobilité réduite.

En cas d'égalité, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité:

1. le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation;
2. le dossier présentant l'indice socio-économique le plus faible;
3. le dossier se situant dans une zone en tension démographique;
4. le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée. L'indice pondéré est fixé en tenant compte de l'évolution sur les trois dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice et les six dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Par interventions ponctuelles au sens de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, d), on entend, les travaux visant une composante touchant à la performance énergétique du bâtiment et prévoyant une économie d'énergie primaire de moins de 15 pour cent.

Les travaux réalisés ne peuvent être considérés comme construction, reconstruction ou assimilés à du neuf au regard de la législation régionale applicable en matière de performance énergétique des bâtiments et ne peuvent engendrer de modification de la surface bâtie.

Les travaux réalisés doivent respecter la chronologie de rénovation définie par l'outil « CRE » disponible via la plateforme de soumission des candidatures, garantissant une prise en compte des besoins futurs et une approche globale sur l'infrastructure.

§ 2. Pour cette typologie de travaux, en cas d'insuffisance de crédits au sein d'une même enveloppe après application des ponctions éventuelles visées aux articles 6 à 11, les projets seront priorisés, s'il échet, sur base de la pondération définie dans l'annexe 4 au présent décret et des critères suivants :

1. performance énergétique;
2. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante;
3. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité;
4. travaux permettant une réponse à un problème d'hygiène;
5. travaux permettant une réponse à un problème de sécurité.

En cas d'égalité, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité:

1. le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation;

2. le dossier présentant l'indice socio-économique le plus faible;
3. le dossier se situant dans une zone en tension démographique;
4. le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée sur les trois dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice et les six dernières années connues pour 50 pour cent de l'indice.

**Art. 18.** Le Gouvernement arrête la répartition définitive des enveloppes visées à l'article 5, § 2, *b)*, du présent décret ainsi que la liste des dossiers retenus, selon les modalités fixées aux articles 6 à 17 et 19.

*Section II. — Le taux de financement*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'intervention financière à charge du plan d'investissement régi par le présent décret pour les projets émergeant à l'enveloppe dévolue aux investissements directs sur les bâtiments dont la Communauté française à la charge de propriétaire et/ou de co-propriétaire, est de 82,5 pour cent du montant total de l'investissement.

§ 2. L'intervention financière à charge du plan d'investissement régi par le présent décret pour les projets émergeant aux enveloppes dévolues aux bâtiments scolaires des réseaux subventionnés par la Communauté française sont les suivants :

- 1) l'enveloppe dévolue aux bâtiments scolaires du réseau officiel subventionné est de :
  - a) 60 pour cent du montant total de l'investissement pour les dossiers émergeant aux pools *a)* et *b)* visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>;
  - b) 50 pour cent du montant total de l'investissement pour les dossiers émergeant au pool *c)* visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>;
  - c) 35 pour cent du montant total de l'investissement pour les dossiers émergeant au pool *d)* visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>;
- 2) l'enveloppe dévolue aux bâtiments scolaires du réseau libre subventionné est de :
  - a) 65 pour cent du montant total de l'investissement pour les dossiers visant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire et les centres psychomédicosociaux avec un plafond de subventionnement par projet fixé à deux millions d'euros;
  - b) 35 pour cent du montant total de l'investissement pour les dossiers visant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur avec un plafond de subventionnement par projet fixé à deux millions d'euros.

§ 3. Sur proposition des Fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles Enseignement, le Gouvernement peut fixer, dans l'appel à projets, des sous-enveloppes par niveau d'enseignement au sein des enveloppes visées à l'article 6.

**Art. 20.** Pour les réseaux d'enseignement subventionné par la Communauté française, le solde de l'investissement non couvert par le présent décret peut bénéficier d'une garantie d'emprunt émanant du Fonds de garantie des bâtiments scolaires visé au chapitre IV du décret du 5 février 1990.

Pour l'octroi de cette garantie spécifique, les §§ 7 et 8 de l'article 9 du décret du 5 février 1990 ne s'appliquent pas.

Le Fonds de garantie visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend en charge la totalité des intérêts à payer sur les emprunts garantis.

Les emprunts doivent être conclus par le pouvoir organisateur dans le cadre du marché financier passé par la Communauté française en vue de couvrir le mécanisme prévu par le présent article.

*CHAPITRE V. — Liquidation de l'enveloppe globale*

**Art. 21.** Un accord de principe plafonné au montant de l'investissement total, multiplié par le taux de subvention est octroyé au bénéficiaire après validation par le Gouvernement de la liste de dossiers retenus visés à l'article 18.

Cet accord de principe est conditionné à l'atteinte des objectifs temporels intermédiaires définis dans le planning du dossier sur lequel le bénéficiaire s'est engagé lors de la remise de son dossier.

**Art. 22.** Un accord ferme de financement est octroyé au stade de l'attribution du marché de travaux ou dans le cas d'un dossier qui aurait déjà atteint ce stade lors de l'appel à projets, dès validation de la liste de dossiers retenus par le Gouvernement.

**Art. 23.** La liquidation du financement se fera au rythme des états d'avancement de travaux et des factures liées à ceux-ci. Le bénéficiaire peut à chaque état d'avancement rentrer une demande de remboursement à la Communauté française.

La Communauté française accuse réception de la demande dans les 3 jours ouvrables de la réception et effectue la liquidation dans les 30 jours ouvrables à dater de la réception de la demande complète.

*CHAPITRE VI. — Pénalités*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. En cas de non atteinte des objectifs d'économie d'énergie relatifs à chacune des typologies de travaux ou du délai visé au point 6 de l'article 4, du présent décret, qui entraînent un refus de financement européen, le Gouvernement retire l'accord ferme et exige le remboursement intégral du financement.

Tout financement ou part de financement déjà liquidé au bénéficiaire sera dû de plein droit à la Communauté française.

§ 2. En cas de non maintien à usage scolaire durant la durée minimale de 30 ans prévue à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du bâtiment ayant bénéficié de la subvention, le pouvoir organisateur rembourse la subvention perçue au prorata du nombre d'années restantes entre l'année de l'accord ferme de subvention et l'année du terme du délai de 30 ans.

**Art. 25.** En cas de non-respect d'un des objectifs temporels intermédiaires repris dans l'accord de principe, de manière telle que le délai repris au point 6 de l'article 4 devient inatteignable, l'accord devient caduc.

*CHAPITRE VII. — Des sociétés de gestion patrimoniale*

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier d'une subvention, supérieure à 383.805 euros indexés à l'indice général des prix à la consommation de janvier 2021, dans le cadre du présent dispositif, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, à l'exception des pouvoirs organisateurs organisant un établissement d'enseignement supérieur, doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires qui vont bénéficier du présent dispositif à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL,



commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne, et ce pour une durée de 30 ans minimum à dater de l'octroi de la subvention.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial. La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés.

§ 2. Lorsque des dispositions légales relevant de l'autorité fédérale ou décrétales relevant de l'autorité régionale interdisent au propriétaire visé au § 1<sup>er</sup>, du présent article, de céder certains des biens visés ou soumet cette aliénation à autorisation des pouvoirs publics, et qu'en outre il s'avère impossible d'obtenir modification des dispositions légales ou décrétales susdites ou autorisation des pouvoirs publics, le Gouvernement peut, sur proposition de la société patrimoniale concernée, autoriser l'intervention du présent dispositif, moyennant conclusion d'un bail emphytéotique de la plus longue durée légalement autorisée avec la société patrimoniale.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives*

**Art. 27.** L'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 est complété comme suit :

« 24° à partir de 2021, le transfert des moyens engagés, au profit du fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française, à charge du Service Administratif à comptabilité autonome « Cellule Urgence et Redéploiement » et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de relance et de résilience européen ».

**Art. 28.** L'article 9, § 4, du décret du 5 février 1990, est complété comme suit :

« 8° l'octroi de la garantie de remboursement en capital, intérêt et accessoire des prêts contractés en vue de compléter le financement octroyé par le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen;

9° pour les prêts visés au 8°, l'octroi d'une subvention en intérêt égale à la totalité des intérêts à payer pour les emprunts. La subvention est payée directement à l'organisme financier ».

**Art. 29.** Dans l'article 10, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « et des subventions octroyées par le décret mettant en œuvre le plan d'investissement dans les bâtiments scolaires dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen » sont insérés entre les mots « visées à l'article 9, § 4, 4° et 6°, » et les mots « et sous réserve des dispositions du décret du 24 juin 1996 ».

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 30.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 septembre 2021.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 277-1. – Amendement(s) en commission, n° 277-2 - Rapport de commission, n° 277-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 277-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 29 septembre 2021.

**DECRET DU 30 SEPTEMBRE 2021 RELATIF AU PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES BATIMENTS SCOLAIRES ETABLI DANS LE CADRE DU PLAN DE REPRISSE ET DE RESILIENCE**

**ANNEXE 1 - Application de l'article 14**

POOL A - Démolitions/reconstructions de bâtiments existants		
	Score maximum	Score attribué
<b>1. atteinte de la norme QZEN / NZEB moins 20% ;</b>	<b>40</b>	
a. le projet présente un encodage PEB QZEN/NZEB moins 20%		40
b. le projet présente un encodage PEB QZEN/NZEB avec déclaration sur l'honneur d'atteindre QZEN moins 20%		25
c. le projet présente une déclaration sur l'honneur d'atteindre QZEN/NZEB moins 20%		10
d. le projet ne prévoit pas d'atteindre QZEN/NZEB moins 20%		0
<b>2. intégration dans le dossier de l'amélioration de la connectivité de l'infrastructure visée ;</b>	<b>15</b>	
a. le projet présente un diagnostic de la situation actuelle et des propositions techniques d'amélioration		15
b. le projet présente une déclaration d'intention d'amélioration sur base d'un rapport technique		10
c. le projet présente une déclaration d'intention d'amélioration		5
d. le projet n'intègre pas d'amélioration liées à la connectivité		0
<b>3. travaux permettant l'adaptation de l'infrastructure à l'enseignement inclusif ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet proposé permettra d'envisager l'enseignement inclusif		10
b. le projet proposé ne permet pas d'envisager l'enseignement inclusif		0
<b>4. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport d'inventaire amiante mis à jour il y a moins de 5 ans et se conforme aux recommandations		10
b. le projet présente un rapport d'inventaire amiante datant de plus de 5 ans / pas d'inventaire amiante		0
<b>5. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de stabilité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de stabilité		0
<b>6. travaux permettant de répondre à un problème d'hygiène ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport démontrant les problèmes d'hygiène et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème d'hygiène		0
<b>7. travaux permettant de répondre à un problème de sécurité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de sécurité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de sécurité		0
<b>8. rationalisation des surfaces au regard des surfaces précédemment occupées et/ou l'intégration d'une mutualisation d'espace ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet permet de réduire les surfaces chauffées par rapport à la situation initiale et offre la mutualisation d'espaces		10
b. le projet permet de réduire les surfaces chauffées par rapport à la situation initiale		7
c. le projet offre la mutualisation d'espaces		5
d. le projet n'offre pas la mutualisation d'espaces		0
<b>9. s'il échet, adaptation de l'infrastructure visée à l'organisation du tronc commun et/ou du parcours d'éducation culturelle et artistique, tel que prévue par le code de l'enseignement ;</b>	<b>5</b>	
a. le projet proposé permettra d'envisager l'organisation du tronc commun et/ou le parcours d'éducation culturelle et artistique		5
b. le projet proposé n'est pas concerné par le tronc commun et/ou le parcours d'éducation culturelle et artistique		NA
<b>10. dossier intégrant une collaboration infrastructurelle inter-réseaux.</b>	<b>5</b>	
a. le projet propose une collaboration infrastructurelle inter-réseaux		5
b. le projet ne propose pas de collaboration infrastructurelle inter-réseaux		0

**TOTAL FINAL sur base des critères 1 à 10**

**125** classement A

0 100 Score sur 100

En cas d'égalité et d'insuffisance de crédit, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité :

- le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation ; Application au classement A du coefficient champ date sur base du rétroplanning automatique
- le dossier dépendant de l'établissement présentant l'indice socio-économique le plus faible Application au classement B des ISE
- le dossier vise un établissement situé dans une zone en tension démographique Application au classement C des zones en tension démographique
- le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée sur les trois dernières années connues et les six dernières années connues. Application au Classement D du coefficient croissance démo

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement B dans l'ordre du champ date

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement C dans l'ordre du champ ISE

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement D dans l'ordre du champ zone en tension

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement E dans l'ordre du champ croissance démo

Tout dossier lacunaire ou ne permettant pas l'attribution de pts est porté à 0 pour le critère concerné  
Les objectifs PEB (QZEN, NZEB, QZEN-20%,...) s'envisagent dès lors qu'ils sont rendus obligatoires par les régions respectives, dont les législations font référence.

Vu pour être annexé au décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen

Bruxelles, le 30 septembre 2021,

Le Ministre-Président,

P-Y. JHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

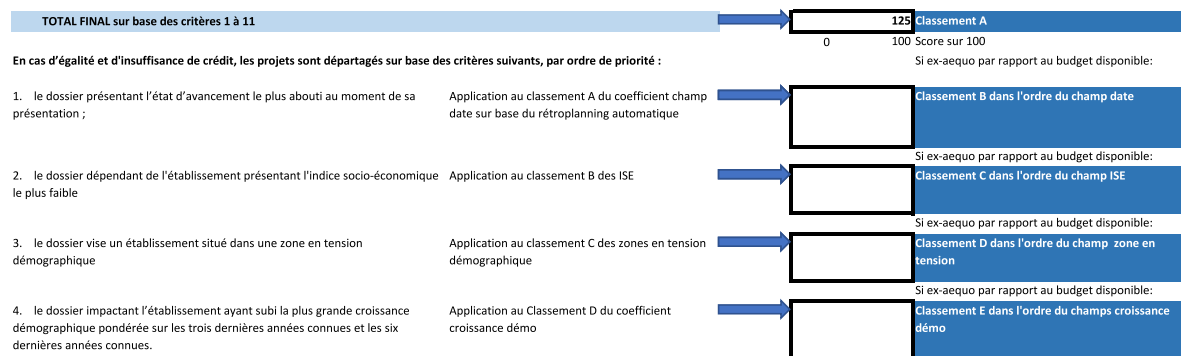
F. DAERDEN



DECRET DU 30 SEPTEMBRE 2021 RELATIF AU PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES BATIMENTS SCOLAIRES ETABLI DANS LE CADRE DU PLAN DE REPRISSE ET DE RESILIENCE

ANNEXE 2 - Application de l'article 15

POOL B - Rénovation moyenne à minima		
	Score maximum	Score attribué
<b>1. performance énergétique</b>	<b>30</b>	
a. le projet présente un rapport technique établi par un technicien spécialisé		0 à 30
<b>2. intégration dans le dossier de l'amélioration de la connectivité de l'infrastructure visée ;</b>	<b>15</b>	
a. le projet présente un diagnostic de la situation actuelle et des propositions techniques d'amélioration		15
b. le projet présente une déclaration d'intention d'amélioration sur base d'un rapport technique		10
c. le projet présente une déclaration d'intention d'amélioration		5
d. le projet n'intègre pas d'amélioration liées à la connectivité		0
<b>3. travaux permettant l'adaptation de l'infrastructure à l'enseignement inclusif ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet proposé permettra d'envisager l'enseignement inclusif		10
b. le projet proposé ne permet pas d'envisager l'enseignement inclusif		0
<b>4. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport d'inventaire mis à jour il y a moins de 5 ans et se conforme aux recommandations		10
b. le projet présente un rapport d'inventaire amiante datant de plus de 5 ans / pas d'inventaire amiante		0
<b>5. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de stabilité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de stabilité		0
<b>6. travaux permettant de répondre à un problème d'hygiène ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport démontrant les problèmes d'hygiène et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème d'hygiène		0
<b>7. travaux permettant de répondre à un problème de sécurité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de sécurité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de sécurité		0
<b>8. rationalisation des surfaces au regard des surfaces précédemment occupées et/ou l'intégration d'une mutualisation d'espace ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet permet de réduire les surfaces chauffées par rapport à la situation initiale et offre la mutualisation d'espaces		10
b. le projet permet de réduire les surfaces chauffées par rapport à la situation initiale		7
c. le projet offre la mutualisation d'espaces		5
d. le projet n'offre pas la mutualisation d'espaces		0
<b>9. adaptation de l'infrastructure aux personnes à mobilité réduite;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente/s'engage à faire réaliser un audit PMR et envisage des travaux d'adaptation de l'infrastructure en vue de mettre aux normes suivant recommandations de l'audit		10
b. le projet présente n'envisage pas de travaux d'adaptation de l'infrastructure aux normes PMR		0
<b>10. s'il échet, adaptation de l'infrastructure visée à l'organisation du tronc commun et/ou du parcours d'éducation culturelle et artistique, tel que prévue par le code de l'enseignement ;</b>	<b>5</b>	
a. le projet proposé permettra d'envisager l'organisation du tronc commun et/ou le parcours d'éducation culturelle et artistique		5
b. le projet proposé n'est pas concerné par le tronc commun et/ou le parcours d'éducation culturelle et artistique		NA
<b>11. dossier intégrant une collaboration infrastructurelle inter-réseaux.</b>	<b>5</b>	
a. le projet propose une collaboration inter-réseaux		5
b. le projet ne propose pas de collaboration inter-réseaux		0



Tout dossier lacunaire ou ne permettant pas l'attribution de pts est porté à 0 pour le critère concerné  
 Les objectifs PEB (QZEN, NZEB, QZEN-20%,...) s'envisagent dès lors qu'ils sont rendus obligatoires par les régions respectives, dont les législations font référence.

Vu pour être annexé au décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen

Bruxelles, le 30 septembre 2021,

Le Ministre-Président,

P-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

F. DAERDEN



**DECRET DU 30 SEPTEMBRE 2021 RELATIF AU PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES BATIMENTS SCOLAIRES ETABLI DANS LE CADRE DU PLAN DE REPRISE ET DE RESILIENCE**

**ANNEXE 3 - Application de l'article 16**

POOL C - Rénovation légère		
	Score maximum	Score attribué
<b>1. performance énergétique</b>	<b>30</b>	
a. le projet présente un rapport technique établi par un technicien spécialisé		0 à 30
<b>2. intégration dans le dossier de l'amélioration de la connectivité de l'infrastructure visée ;</b>	<b>15</b>	
a. le projet présente un diagnostic de la situation actuelle et des propositions techniques d'amélioration		15
b. le projet présente une déclaration d'intention d'amélioration sur base d'un rapport technique		10
c. le projet présente une déclaration d'intention d'amélioration		5
d. le projet n'intègre pas d'amélioration liées à la connectivité		0
<b>3. travaux permettant l'adaptation de l'infrastructure à l'enseignement inclusif ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet proposé permettra d'envisager l'enseignement inclusif		10
b. le projet proposé ne permet pas d'envisager l'enseignement inclusif		0
<b>4. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport d'inventaire mis à jour il y a moins de 5 ans et se conforme aux recommandations		10
b. le projet présente un rapport d'inventaire amiante datant de plus de 5 ans / pas d'inventaire amiante		0
<b>5. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de stabilité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de stabilité		0
<b>6. travaux permettant de répondre à un problème d'hygiène ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport démontrant les problèmes d'hygiène et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème d'hygiène		0
<b>7. travaux permettant de répondre à un problème de sécurité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de sécurité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de sécurité		0
<b>8. adaptation de l'infrastructure aux personnes à mobilité réduite;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente/s'engage à faire réaliser un audit PMR et envisage des travaux d'adaptation de l'infrastructure en vue de mettre aux normes suivant recommandations de l'audit		10
b. le projet présente n'envisage pas de travaux d'adaptation de l'infrastructure aux normes PMR		0

**TOTAL FINAL sur base des critères 1 à 8**

**105** classement A

0 100 Score sur 100

En cas d'égalité et d'insuffisance de crédit, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité :

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

- le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation ; Application au classement A du coefficient champ date sur base du rétroplanning automatique
- le dossier dépendant de l'établissement présentant l'indice socio-économique le plus faible Application au classement B des ISE
- le dossier vise un établissement situé dans une zone en tension démographique Application au classement C des zones en tension démographique
- le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée sur les trois dernières années connues et les six dernières années connues. Application au Classement D du coefficient croissance démo

Classement B dans l'ordre du champ date

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement C dans l'ordre du champ ISE

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement D dans l'ordre du champ zone en tension

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

Classement E dans l'ordre du champs croissance démo

**Tout dossier lacunaire ou ne permettant pas l'attribution de pts est porté à 0 pour le critère concerné**

Les objectifs PEB (QZEN, NZEB, QZEN-20%,...) s'envisagent dès lors qu'ils sont rendus obligatoires par les régions respectives, dont les législations font référence.

Vu pour être annexé au décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen

Bruxelles, le 30 septembre 2021,

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

F. DAERDEN

**DECRET DU 30 SEPTEMBRE 2021 RELATIF AU PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES BATIMENTS SCOLAIRES ETABLI DANS LE CADRE DU PLAN DE REPRISSE ET DE RESILIENCE**

**ANNEXE 4 - Application de l'article 17**

POOL D - Rénovation ponctuelle		
	Score maximum	Score attribué
<b>1. performance énergétique</b>	<b>30</b>	
a. le projet présente un rapport technique établi par un technicien spécialisé		0 à 30
<b>2. travaux permettant le retrait de composants contenant de l'amiante ;</b>	<b>15</b>	
a. le projet présente un rapport d'inventaire mis à jour il y a moins de 5 ans et se conforme aux recommandations		15
b. le projet présente un rapport d'inventaire amiante datant de plus de 5 ans / pas d'inventaire amiante		0
<b>3. travaux permettant une réponse à un problème de stabilité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de stabilité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de stabilité		0
<b>4. travaux permettant de répondre à un problème d'hygiène ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport démontrant les problèmes d'hygiène et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème d'hygiène		0
<b>5. travaux permettant de répondre à un problème de sécurité ;</b>	<b>10</b>	
a. le projet présente un rapport de sécurité et se conforme aux recommandations		10
b. le projet ne présente pas de rapport ou de problème de sécurité		0





**TOTAL FINAL sur base des critères 1 à 8**

**73** Classement A

0 100 Score sur 100

En cas d'égalité et d'insuffisance de crédit, les projets sont départagés sur base des critères suivants, par ordre de priorité :

Si ex-aequo par rapport au budget disponible:

1. le dossier présentant l'état d'avancement le plus abouti au moment de sa présentation ;	Application au classement A du coefficient champ date sur base du rétroplanning automatique		<input type="checkbox"/>	Classement B dans l'ordre du champ date
2. le dossier dépendant de l'établissement présentant l'indice socio-économique le plus faible	Application au classement B des ISE		<input type="checkbox"/>	Classement C dans l'ordre du champ ISE
3. le dossier vise un établissement situé dans une zone en tension démographique	Application au classement C des zones en tension démographique		<input type="checkbox"/>	Classement D dans l'ordre du champ zone en tension
4. le dossier impactant l'établissement ayant subi la plus grande croissance démographique pondérée sur les trois dernières années connues et les six dernières années connues.	Application au Classement D du coefficient croissance démo		<input type="checkbox"/>	Classement E dans l'ordre du champs croissance démo

Tout dossier lacunaire ou ne permettant pas l'attribution de pts est porté à 0 pour le critère concerné

Les objectifs PEB (QZEN, NZEB, QZEN-20%,...) s'envisagent dès lors qu'ils sont rendus obligatoires par les régions respectives, dont les législations font référence.

Vu pour être annexé au décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen

Bruxelles, le 30 septembre 2021,

Le Ministre-Président,

P-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

F. DAERDEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22103]

**30 SEPTEMBER 2021. — Decreet betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1. Verordening (EU) 2021/241: Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van een faciliteit voor herstel en veerkracht;
2. Verordening (EU) 2020/852: Verordening (EU) 2020/852 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juni 2020 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en tot wijziging van Verordening (EU) 2019/2088;
3. decreet van 5 februari 1990: het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen voor niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
4. totale investering: het geraamde bedrag van de werken op het ogenblik van de indiening van het dossier in de oproep tot het indienen van projecten, vermeerderd met de algemene kosten, zoals vastgesteld door de regering, en met de belasting over de toegevoegde waarde;
5. de Administratie: de Algemene Dienst voor Gesubsidieerde Schoolinfrastructuur van de Algemene Directie Infrastructuur van de Franse Gemeenschap;
6. werkpool: groep werken, ingedeeld volgens typologie, die een indeling van de projecten mogelijk maakt;
7. aanvrager: elke inrichtende macht die onder het toepassingsgebied van deze regeling valt en een aanvraag indient voor financiering in het kader van dit decreet;
8. investeringsplan: het buitengewone financieringsplan dat voortvloeit uit de mechanismen waarin dit decreet voorziet;
9. schoolgebouw: elk schoolgebouw voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en secundair onderwijs voor sociale promotie, voor kunstonderwijs met beperkt leerplan, voor hoger onderwijs buiten de universiteiten, voor onderwijs voor sociale promotie, of een gebouw waarin psycho-medisch-sociale centra of internaten en opvangtehuizen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, secundair onderwijs en hoger onderwijs zijn ondergebracht, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
10. werkdagen: alle dagen met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen;
11. de begunstigden: de Franse Gemeenschap, de inrichtende machten en de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 2.** Dit decreet is van toepassing op de Franse Gemeenschap voor wat betreft de directe investeringen in gebouwen waarvan zij eigenaar en/of mede-eigenaar is, alsook op elke inrichtende macht die enig type van onderwijs organiseert met uitzondering van het universitair onderwijs en op de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK II. — *De oproep tot het indienen van projecten en de inaanmerkingneming van projecten**Deel I. — De oproep tot het indienen van projecten*

**Art. 3. § 1.** De regering maakt een oproep tot het indienen van projecten voor alle inrichtende machten bekend met het oog op de toekenning van de middelen bedoeld in artikel 5, § 1.

Deze oproep tot het indienen van projecten wordt geformaliseerd in een rondzendbrief en bevat

1. een herinnering aan de criteria om in aanmerking te komen voor de werken;
2. een herinnering van de criteria voor het bepalen van de prioriteit van werken binnen een pool;
3. de lijst van documenten die vereist zijn om na te gaan of aan de criteria voor de inaanmerkingneming is voldaan en voor indeling;
4. de verplichting voor de aanvrager om een retroplanning van het project bij te voegen waaruit blijkt dat de in artikel 4, 5° bedoelde termijn zal worden nageleefd. Indien deze retroplanning tijdens de uitvoering van het project niet wordt nageleefd, loopt de begunstigde het risico zijn toegezegde financiering te verliezen;
5. de praktische nadere regels voor het indienen van projecten.

Volledige aanvraagdossiers worden binnen drie maanden na toezending van de in lid 2 bedoelde rondzendbrief ingediend.

§ 2. De regering kan een tweede projectoproep lanceren indien het bedrag bedoeld in artikel 5, § 1, bij de eerste projectoproep niet volledig kan worden opgebruikt wegens een gebrek aan in aanmerking komende aanvragen.

*Deel II. — Projecten die in aanmerking komen*

**Art. 4.** Projecten die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen, komen in aanmerking voor de in artikel 3 bedoelde oproep tot het indienen van projecten indien:

1. zij gericht zijn op schoolgebouwen
2. het betrokken schoolgebouw eigendom is van de aanvrager of deze heeft er een eigen zakelijk recht op of heeft het overgedragen aan een openbare of patrimoniale beheervennootschap van schoolgebouwen, waardoor deze er over kan beschikken, en is bestemd om gedurende ten minste 30 jaar vanaf de datum van de toekenning van de vaste financieringsovereenkomst voor schooldoelinden te worden gebruikt;
3. de aanvrager zich ertoe verbindt de in artikel 34 van Verordening (EU) nr. 2021/241 bedoelde bekendmaking te organiseren;

4. de "bekendmaking" of raadpleging voor het contract voor werken voor de betrokken diensten na 1 februari 2020 plaatsvindt;
5. het dossier niet kan worden afgesloten op de datum van indiening van de projecten. De afsluiting van het dossier wordt vastgesteld bij de voorlopige aanvaarding van het dossier;
6. de voorlopige oplevering van de werken waarop de uitzonderlijke financiering betrekking heeft, uiterlijk aan het einde van het tweede kwartaal van 2026 plaats moet vinden;
7. de uitgevoerde werken aan de materiële en financiële normen voldoen die zijn vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990;
8. de uitgevoerde werken aan de specifieke voorwaarden voldoen die voor elk soort werk zijn vastgesteld in de artikelen 14 tot en met 17 van dit decreet;
9. noch de renovatiewerken noch de activiteiten die in de betrokken infrastructuur worden uitgevoerd, aanzienlijke milieuschade kunnen veroorzaken in de zin van artikel 17 van Verordening (EU) 2020/852;
10. de aanvragers zich ertoe verbinden in te gaan op elk verzoek van de Franse Gemeenschap, de Europese Commissie of elk controleorgaan dat betrokken is bij de toepassing van het plan voor herstel- en veerkracht, als bedoeld in Verordening (EU) 2021/241, teneinde het gebruik van de ontvangen financiële steun te kunnen monitoren en de nodige informatie aan de Commissie te kunnen meedelen.

HOOFDSTUK III. — *Enveloppe gewijd aan het investeringsplan en nadere regels voor de indeling van projecten en overdrachten tussen enveloppes*

*Deel I. — Enveloppe voor het investeringsplan*

**Art. 5.** § 1. Binnen de limiet van het bedrag dat is voorzien voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht bedoeld in Verordening (EU) 2021/241, verhoogd met 10 procent en vermeerderd met de bedragen die nodig zijn voor de dekking van de belasting over de toegevoegde waarde, kent de regering een uitzonderlijke financiering toe.

De in lid 1 bedoelde verhoging met 10 procent mag evenwel niet meer bedragen dan 25.000.000 euro.

§ 2. De verdeling van het in § 1 bedoelde bedrag onder de rechthebbenden geschiedt met inachtneming van het geheel van de volgende voorwaarden:

- a) de in de artikelen 6 tot en met 17 van dit decreet genoemde voorwaarden;
- b) de theoretische verdeelsleutel voor het in § 1 bedoelde bedrag, die als volgt wordt gedefinieerd:
  1. 41,15 procent voor investeringen in schoolgebouwen die eigendom of mede-eigendom zijn van de Franse Gemeenschap;
  2. 34,12 procent voor de financiering van werken in verband met schoolgebouwen voor gesubsidieerd officieel onderwijs;
  3. 24,73 procent voor de financiering van werken in verband met schoolgebouwen voor gesubsidieerd vrij onderwijs.

**Art. 6.** De bedragen die voortvloeien uit de verdeelsleutel bedoeld in artikel 5, § 2, b), vormen enveloppen die kunnen stijgen of dalen, met een maximumdaling van 15 procent.

*Deel II. — Nadere regels voor de indeling van in aanmerking komende projecten*

**Art. 7.** § 1 De projecten die in aanmerking komen voor financiering als bedoeld in artikel 4 worden ingedeeld naar werktypologie, overeenstemmend met vier "werkpools":

- a) Sloop/verbouwing van bestaande gebouwen;
- b) Gemiddelde minimumrenovatie;
- c) Lichte renovaties;
- d) Eenmalige acties.

§ 2 Deze vier pools zijn ingedeeld in de volgende volgorde van prioriteit:

1. eerste pool: afbraak/verbouwing van bestaande gebouwen
2. tweede pool: minimaal middelgrote renovaties
3. derde pool: lichte renovaties
4. vierde pool: eenmalige interventies.

*Deel III. — Nadere regels voor de overdracht tussen enveloppen*

**Art. 8.** Overdrachten tussen de in artikel 6 bedoelde financiële middelen kunnen slechts plaatsvinden nadat alle projecten aan een pool zijn toegewezen, in de volgorde van prioriteit als omschreven in artikel 7, § 2.

**Art. 9.** § 1. Binnen dezelfde werkpool, en voordat een pool met lagere prioriteit wordt onderzocht, kan elke enveloppe worden aangevuld door uit de andere enveloppen te putten, mits de eerste enveloppe onvoldoende middelen heeft om alle dossiers in de gegeven pool te bestrijken en een of meer van de andere enveloppen een positief saldo heeft na toewijzing aan dezelfde pool.

§ 2. Indien twee enveloppen na de verdeling van een bepaalde pool een negatief saldo vertonen, wordt, indien nodig, van de laatste enveloppe een bedrag afgetrokken dat evenredig is met de oorspronkelijke theoretische verdeling. Omgekeerd zullen, indien slechts één enveloppe een negatief saldo vertoont, de twee andere enveloppen eveneens worden afgetrokken in verhouding tot de oorspronkelijke theoretische toewijzing.

§ 3. Indien elke enveloppe een positief saldo heeft na de toewijzing van een pool, gaat de prioriteitsbepaling verder naar de volgende pool door het saldo van elke enveloppe voor die pool te nemen.

§ 4. Indien bij de toewijzing van een bepaalde pool een negatief saldo ontstaat en geen toewijzing binnen een van de andere pools mogelijk is, worden de aan deze pool toegewezen dossiers, indien nodig, binnen deze pool voor deze pool geprioriteerd volgens de in de artikelen 12 tot en met 17 van dit decreet omschreven prioriterings- en indelingscriteria.

**Art. 10.** In afwijking van artikel 6 kan, indien een groep begunstigden in een van de enveloppes niet voldoende dossiers indient om 85% van zijn enveloppe op te gebruiken, het volledige beschikbare saldo worden herverdeeld over de andere enveloppes, volgens hetzelfde mechanisme als dat beschreven in de artikelen 6 tot en met 9.

**Art. 11.** In afwijking van de artikelen 9 en 10 is het effect van de communicerende vaten niet van toepassing tussen de in artikel 7, onder *a)* en *b)*, bedoelde werkpoels.

**Art. 12.** § 1. In geval van uitsluiting van een dossier na validatie door de regering van de lijst van geselecteerde dossiers, wordt het effect van communicerende vaten dat dit dossier zou kunnen hebben gehad bij toepassing van de artikelen 9 en 10, zo nodig geneutraliseerd overeenkomstig de volgende procedures:

1. het na de uitsluiting ervan vrijgekomen bedrag wordt teruggestort in de enveloppe die aanvankelijk in mindering was gebracht indien dit specifieke dossier de activering van het effect van communicerende vaten mogelijk heeft gemaakt;
2. het na uitsluiting vrijgekomen bedrag weer ten goede komt aan de enveloppe waaraan het was toegewezen, indien het effect van communicerende vaten ook zou zijn toegepast zonder dit dossier in de oorspronkelijke indeling.

Tot uitsluiting van een dossier als bedoeld in § 1 kan door de regering worden besloten in geval van terugtrekking van het project door de begunstigde of in geval van niet-naleving van de voorwaarden voor de inaanmerkingneming als bedoeld in artikel 4.

§ 2 Indien de enveloppe waartoe het uitgesloten dossier behoort, niet meer voldoende dossiers bevat om de ter beschikking gestelde enveloppe te verbruiken, wordt deze verdeeld over de enveloppen met nog hangende dossiers in verhouding tot de oorspronkelijke verdeling van de enveloppen.

§ 3. Het in § 1 van dit artikel beschreven systeem is slechts van toepassing indien de uitsluiting van het dossier in kwestie tot gevolg heeft dat het gecumuleerde bedrag van alle dossiers waarvoor een principeakkoord is bereikt, minder dan 100 % bedraagt van het totaalbedrag dat bestemd is voor het door dit decreet geregelde systeem.

HOOFDSTUK IV. — *Definities, criteria voor de toekenning van prioriteiten aan soorten werken en financieringspercentages*

*Deel I.* — Definities en criteria voor het bepalen van de prioriteit van de soorten werken

**Art. 13.** Voor de in artikel 7 bedoelde typologie werken geldt een definitie, de criteria voor de inaanmerkingneming en prioriteringscriteria die specifiek zijn voor elke werkpoel.

**Art. 14.** § 1. Onder sloop/verbouwing in de zin van artikel 7, § 1, onder *a)*, wordt verstaan:

1. de sloop van ten minste 75 % van de warmteverliesenveloppe/oppervlakte en de verbouwing van een of meer verwarmde schoolgebouwen die te oud zijn geworden om te worden gerenoveerd en/of;
2. de bouw van een of meer schoolgebouwen ter vervanging van het gebruik van andere gebouwen die te oud of ongeschikt voor schoolgebruik zijn geworden.

§ 2 De uitgevoerde werken moeten een primaire energiebesparing van ten minste 50 procent opleveren en mogen niet leiden tot een toename van de bebouwde oppervlakte met meer dan 10 procent, anders komt deze overschrijding niet voor financiering in aanmerking.

Deze projecten moeten worden gerechtvaardigd door een intentieverklaring waarin de dringende noodzaak van sloop/verbouwing of nieuwbouw wordt aangegeven.

§ 3 Voor deze typologie werken worden, in geval van ontoereikende kredieten binnen eenzelfde enveloppe na toepassing van de eventuele inhoudingen bedoeld in de artikelen 6 tot 11, de dossiers zo nodig geprioriteerd op basis van de weging bepaald in bijlage 1 bij dit decreet en van de volgende criteria:

1. bereiken van de QZEN-norm ("BEN-norm") min 20 procent;
2. integratie in het dossier van de verbetering van de connectiviteit van de betrokken infrastructuur;
3. aanpassing van de infrastructuur aan inclusief onderwijs;
4. werken voor het verwijderen van asbesthoudende onderdelen;
5. werken aan een stabiliteitsprobleem;
6. werken aan een hygiëneprobleem;
7. werken aan een veiligheidsprobleem;
8. rationalisering van de oppervlakten ten opzichte van de vroeger ingenomen oppervlakten en/of integratie van het delen van ruimten;
9. in voorkomend geval, aanpassing van de betrokken infrastructuur aan de organisatie van de gemeenschappelijke kern en/of het traject voor culturele en kunstzinnige vorming als bedoeld in de onderwijswet;
10. dossier met netoverschrijdend infrastructuursamenwerking.

Bij gelijke stand worden de projecten gerangschikt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit:

1. het dossier met de meest gevorderde staat op het tijdstip van indiening;
2. het dossier met de laagste sociaaleconomische index;
3. het dossier dat zich bevindt in een gebied met demografische spanning;
4. het dossier dat betrekking heeft op de vestiging die de grootste demografische groei heeft gekend, gewogen over de laatste drie bekende jaren voor 50 procent van de index en over de laatste zes bekende jaren voor 50 procent van de index.

**Art. 15.** § 1. Onder "gemiddelde minimumrenovatie" in de zin van artikel 7, paragraaf 1, onder *b)*, wordt verstaan renovatiewerken aan een of meer schoolgebouwen om het primaire energieverbruik met ten minste 30 procent te verminderen.

De uitgevoerde werken mogen niet worden beschouwd als bouw, verbouwing of gelijkgesteld met nieuwbouw krachtens de toepasselijke regionale wetgeving inzake de energieprestaties van gebouwen en moeten betrekking hebben op ten minste 25 procent van de gebouwenvolp.



Bij de werken moet het tijdschema voor de renovatie in acht worden genomen dat is vastgesteld met het "OCRE"-instrument dat via het applicatieplatform beschikbaar is, zodat rekening kan worden gehouden met toekomstige behoeften en de infrastructuur globaal wordt aangepakt.

De werken mogen niet leiden tot een toename van de bebouwde oppervlakte.

§ 4 Voor deze typologie werken geldt dat, indien er na toepassing van de eventuele inhoudingen als bedoeld in de artikelen 6 tot en met 11 onvoldoende kredieten binnen dezelfde enveloppe beschikbaar zijn, de projecten zo nodig worden geprioriteerd op basis van de weging als omschreven in bijlage 2 bij dit decreet en de volgende criteria:

1. energieprestatie;
2. integratie in het dossier van de verbetering van de connectiviteit van de bedoelde infrastructuur;
3. aanpassing van de infrastructuur aan inclusief onderwijs;
4. werken die de verwijdering mogelijk maken van onderdelen die asbest bevatten;
5. werken om een stabiliteitsprobleem op te lossen;
6. werken aan een hygiëneprobleem;
7. werken aan een veiligheidsprobleem;
8. rationalisering van de oppervlakten ten opzichte van de vroeger ingenomen oppervlakten en/of integratie van het delen van ruimten;
9. aanpassing van de infrastructuur voor personen met beperkte mobiliteit;
10. in voorkomend geval, aanpassing van de betrokken infrastructuur aan de organisatie van de gemeenschappelijke kern en/of het traject voor culturele en kunstopvoeding als bedoeld in het onderwijswetboek;
11. dossiers met integratie van overschrijdend infrastructuursamenwerking.

Bij gelijke stand worden de projecten gerangschikt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit:

1. het dossier met de meest gevorderde staat op het tijdstip van indiening;
2. het dossier met de laagste sociaaleconomische index;
3. het dossier dat zich bevindt in een gebied met demografische spanning;
4. het dossier dat betrekking heeft op de vestiging die de grootste demografische groei heeft gekend, gewogen over de laatste drie bekende jaren voor 50 procent van de index en over de laatste zes bekende jaren voor 50 procent van de index.

**Art. 16.** § 1. Onder "lichte renovaties" in de zin van artikel 7, § 1, onder c), wordt verstaan renovaties van een of meer schoolgebouwen met een primaire energiebesparing van ten minste 15 procent en minder dan 30 procent.

De uitgevoerde werken mogen niet worden beschouwd als bouw, verbouwing of gelijkgesteld met nieuwbouw in de zin van de toepasselijke regionale wetgeving inzake de energieprestaties van gebouwen.

De uitgevoerde werken mogen geen enkele wijziging van de bebouwde oppervlakte tot gevolg hebben en moeten in overeenstemming zijn met het tijdschema voor de renovatie dat is vastgesteld met het instrument "OCRE", dat beschikbaar is via het platform voor de indiening van aanvragen, zodat wordt gegarandeerd dat rekening wordt gehouden met toekomstige behoeften en dat de infrastructuur globaal wordt aangepakt.

Ten minste moet een tweederde deel van de totale investering verband houden met energietransitie.

§ 2 Voor deze typologie werken geldt dat, indien er na toepassing van de eventuele inhoudingen als bedoeld in de artikelen 6 tot en met 11 onvoldoende kredieten binnen dezelfde enveloppe beschikbaar zijn, de projecten zo nodig worden geprioriteerd op basis van de weging als bepaald in bijlage 3 bij dit decreet en de volgende criteria:

1. energieprestatie;
2. integratie in het dossier van de verbetering van de connectiviteit van de bedoelde infrastructuur;
3. aanpassing van de infrastructuur aan inclusief onderwijs;
4. werken die de verwijdering van asbesthoudende onderdelen mogelijk maken;
5. werken aan een stabiliteitsprobleem;
6. werken aan een hygiëneprobleem;
7. werken aan een veiligheidsprobleem;
8. aanpassing van de infrastructuur voor personen met beperkte mobiliteit.

Bij gelijke stand worden de projecten gerangschikt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit:

1. het dossier met de meest gevorderde staat op het tijdstip van indiening;
2. het dossier met de laagste sociaaleconomische index;
3. het dossier dat zich bevindt in een gebied met demografische spanning;
4. het dossier dat betrekking heeft op de vestiging die de grootste demografische groei heeft gekend. De gewogen index wordt bepaald op basis van de laatste drie bekende jaren voor 50 procent van de index en over de laatste zes bekende jaren voor 50 procent van de index.

**Art. 17.** § 1. Onder "eenmalige interventies" in de zin van artikel 7, § 1, onder d), worden werken verstaan die gericht zijn op een onderdeel dat de energieprestaties van het gebouw beïnvloedt en een primaire energiebesparing van minder dan 15% opleveren.

De uitgevoerde werken mogen niet worden beschouwd als bouw, verbouwing of gelijkgesteld met nieuwbouw in de zin van de regionale wetgeving die van toepassing is op de energieprestaties van gebouwen en mogen geen wijziging van de bebouwde oppervlakte tot gevolg hebben.

De uitgevoerde werken moeten in overeenstemming zijn met de chronologie van de renovatie die is vastgesteld met het "CRE"-instrument dat beschikbaar is via het platform voor de indiening van aanvragen, zodat wordt gegarandeerd dat rekening wordt gehouden met toekomstige behoeften en dat de infrastructuur globaal wordt benaderd.

§ 2 Voor deze typologie werken geldt dat, indien er na toepassing van de eventuele inhoudingen als bedoeld in de artikelen 6 tot en met 11 onvoldoende kredieten binnen dezelfde enveloppe beschikbaar zijn, de projecten zo nodig worden geprioriteerd op basis van de weging als bepaald in bijlage 4 bij dit besluit en de volgende criteria

1. energieprestatie;
2. werken die de verwijdering mogelijk maken van onderdelen die asbest bevatten
3. werken aan een stabiliteitsprobleem
4. werken naar aanleiding van een hygiënisch probleem
5. werkt aan een veiligheidsprobleem.

Bij gelijke stand worden de projecten gerangschikt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit:

1. het dossier dat het verst gevorderd is op het ogenblik van de indiening;
2. het dossier met de laagste sociaaleconomische index
3. het dossier dat zich bevindt in een gebied met demografische spanning
4. het dossier dat betrekking heeft op de vestiging die de grootste demografische groei heeft gekend, gewogen over de laatste drie bekende jaren voor 50 procent van de index en over de laatste zes bekende jaren voor 50 procent van de index.

**Art. 18.** De regering beslist over de definitieve verdeling van de enveloppen bedoeld in artikel 5, § 2, *b)*, van dit decreet, alsook over de lijst van de geselecteerde dossiers, volgens de nadere regels van de artikelen 6 tot 17 en 19.

#### *Deel II. — Financieringsratio*

**Art. 19.** § 1. De financiële tegemoetkoming ten laste van het investeringsplan dat door dit decreet wordt geregeld voor projecten die binnen de enveloppe vallen voor directe investeringen in gebouwen die eigendom en/of mede-eigendom zijn van de Franse Gemeenschap, bedraagt 82,5 procent van het totale bedrag van de investering.

§ 2. De financiële tussenkomst ten laste van het investeringsplan geregeld door dit decreet voor de projecten binnen de enveloppes toegekend aan de schoolgebouwen van de netten gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap is als volgt:

- 1) de enveloppe voor schoolgebouwen in het gesubsidieerd officieel net bedraagt:
  - a)* 60 procent van het totale bedrag van de investering voor de in artikel 7, § 1, bedoelde dossiers in de pools *a)* en *b)*;
  - b)* 50 procent van het totale bedrag van de investering voor dossiers in pool *c)* als bedoeld in artikel 7, § 1;
  - c)* 35 procent van het totale bedrag van de investering voor dossiers in de in artikel 7, § 1, bedoelde pool *d)*;
- 2) de enveloppe voor schoolgebouwen in het gesubsidieerd vrij net bedraagt:
  - a)* 65 procent van het totale bedrag van de investering voor dossiers waarbij de inrichtende machten van het leerplichtonderwijs en de psycho-medisch-sociale centra betrokken zijn, met een maximale subsidie per project van 2 miljoen euro;
  - b)* 35 procent van het totale bedrag van de investering voor dossiers waarbij de inrichtende machten van het hoger onderwijs betrokken zijn, met een maximale subsidie per project van twee miljoen euro.

§ 3. Op voorstel van de federaties van inrichtende machten en Wallonie-Bruxelles Enseignement kan de regering in de oproep tot het indienen van projecten sub-enveloppes per onderwijsniveau vastleggen binnen de in artikel 6 bedoelde enveloppes.

**Art. 20.** Voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijsnetten kan het saldo van de investering dat niet door dit decreet wordt gedekt, een leningswaarborg genieten van het garantiefonds voor schoolgebouwen bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet van 5 februari 1990.

Voor de toekenning van deze specifieke waarborg zijn de paragrafen 7 en 8 van artikel 9 van het decreet van 5 februari 1990 niet van toepassing.

Het in lid 1 bedoelde Waarborgfonds neemt alle rente op de gegarandeerde leningen voor zijn rekening.

De leningen moeten door de inrichtende macht worden aangegaan in het kader van de door de Franse Gemeenschap gesloten financiële markt met het oog op de dekking van het in dit artikel voorziene stelsel.

#### *HOOFDSTUK V. — Vereffening van de globale enveloppe*

**Art. 21.** Een principeakkoord met een plafond van het bedrag van de totale investering, vermenigvuldigd met het subsidiepercentage, wordt aan de begunstigde toegekend na validering door de regering van de lijst van de geselecteerde dossiers bedoeld in artikel 18.

Dit principeakkoord is afhankelijk van de verwezenlijking van de tussentijdse tijdsdoelstellingen die in de planning van het dossier zijn vastgesteld en waartoe de begunstigde zich bij de indiening van zijn dossier heeft verbonden.

**Art. 22.** Een vaste financieringsovereenkomst wordt gesloten in het stadium van de gunning van de opdracht voor de uitvoering van werken of, voor een dossier dat dit stadium reeds heeft bereikt in het kader van de oproep tot het indienen van projecten, na validering van de lijst van door de regering geselecteerde dossiers.

**Art. 23.** De vereffening van de financiering zal geschieden in het tempo van de vordering van de werken en de daarop betrekking hebbende facturen. De begunstigde kan bij de Franse Gemeenschap een aanvraag tot terugbetaling indienen bij elke fase van de vooruitgang.

De Franse Gemeenschap bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen de 3 werkdagen na ontvangst en vereffent de bedragen binnen de 30 werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag.

#### HOOFDSTUK VI. — *Sancties*

**Art. 24.** § 1. Bij niet-verwezenlijking van de energiebesparingsstreefcijfers voor elke typologie werk of van de termijn bedoeld in artikel 4, punt 6, van dit decreet, waardoor de Europese financiering wordt geweigerd, trekt de regering de vaste overeenkomst in en eist zij de volledige terugbetaling van de financiering.

De financieringen of gedeelten van financieringen die reeds aan de begunstigde werden betaald, zullen van rechtswege verschuldigd zijn aan de Franse Gemeenschap.

§ 2. Indien het gesubsidieerde gebouw gedurende de in artikel 4, 2°, bepaalde minimumperiode van 30 jaar niet om schooldoeleinden wordt gebruikt, betaalt de inrichtende macht de ontvangen subsidie terug naar rata van het aantal resterende jaren tussen het jaar van de vaste subsidieovereenkomst en het jaar waarin de periode van 30 jaar verstrijkt.

**Art. 25.** Indien een van de tussentijdse tijdsdoelstellingen van het principeakkoord niet wordt gehaald, zodat de in artikel 4, punt 6, genoemde termijn onhaalbaar wordt, komt het akkoord te vervallen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Maatschappijen voor vermogensbeheer*

**Art. 26.** § 1. Om in aanmerking te komen voor een subsidie van meer dan 383.805 euro geïndexeerd op basis van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2021, in het kader van dit stelsel, moet een inrichtende macht voor gesubsidieerd vrij onderwijs, met uitzondering van inrichtende machten die een instelling voor hoger onderwijs inrichten, zonder tegenprestatie, het werkelijke recht van de schoolgebouwen die dit stelsel zullen genieten, overdragen of laten overdragen door de eigenaar indien deze niet zelf de eigenaar is, aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opgericht in de vorm van een VZW, gemeen aan alle eigenaars van scholen van dezelfde aard, hetzij enig voor de Gemeenschap, hetzij opgericht in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in elke provincie van het Waalse Gewest, en dit voor een periode van minstens 30 jaar vanaf de datum van de toekenning van de subsidie.

Elke maatschappij voor vermogensbeheer heeft uitsluitend tot doel de overgedragen activa aan het onderwijs toe te wijzen en vestigt haar zetel in haar territoriale bevoegdheid. De maatschappij voor vermogensbeheer mag alleen gebouwen vervreemden die door de inrichtende macht buiten gebruik zijn gesteld voor onderwijsdoeleinden en moet de opbrengst van de verkoop gebruiken voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van activa om onderwijsdoeleinden.

Elk van deze maatschappijen is onderworpen aan het toezicht van een door de regering benoemde regeringscommissaris. De commissaris heeft tot opdracht na te gaan of de door de onderneming beheerde gebouwen om onderwijsdoeleinden worden gebruikt. Elke vervreemding van een gebouw waarvoor in het kader van de huidige regeling een subsidie is ontvangen, is afhankelijk van zijn instemming.

In geval van ontbinding wordt hun vermogen kosteloos overgedragen aan een andere vennootschap van dezelfde aard die voldoet aan de in dit artikel omschreven voorwaarden.

De regeringscommissaris heeft een vetorecht tegen beslissingen die in strijd met de voor deze VZW's geldende wettelijke bepalingen zijn genomen over de toewijzing van de overgedragen gebouwen aan het onderwijs.

§ 2. Wanneer wettelijke bepalingen die onder het gezag van de federale regering vallen of decreten die onder het gezag van de regionale regering vallen, de in § 1 van dit artikel bedoelde eigenaar verbieden een deel van de bedoelde goederen te vervreemden of deze vervreemding afhankelijk stellen van de toestemming van de overheid, en indien het bovendien onmogelijk blijkt om een wijziging van voornoemde wettelijke of decretale bepalingen of een toelating van de overheid te bekomen, kan de regering, op voorstel van de betrokken maatschappij voor vermogensbeheer, de toepassing van dit stelsel toestaan, mits het sluiten van een erfpachtovereenkomst van de langste wettelijk toegelaten duur met de maatschappij voor vermogensbeheer.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 27.** Artikel 5, § 2, van het decreet van 5 februari 1990 wordt als volgt aangevuld:

"24° vanaf 2021, de overdracht van de middelen die zijn vastgelegd in het fonds voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap aan de Administratieve Dienst met autonome boekhouding "Cel voor noodgevallen en herschikking" in het kader van de uitvoering van het Europees plan voor herstel en veerkracht".

**Art. 28.** Artikel 9, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 wordt als volgt aangevuld:

"8° het verlenen van een waarborg voor de terugbetaling van het vermogen, de interesten en de bijkomende kosten van de leningen die zijn aangegaan om de financiering te vervolledigen die is toegekend bij het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht;

9° voor de leningen bedoeld in 8°, de toekenning van een rentesubsidie die gelijk is aan de totale rente die voor de leningen moet worden betaald. De subsidie wordt rechtstreeks aan de financiële instelling betaald".

**Art. 29.** In artikel 10, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "en de subsidies toegekend bij het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in artikel 9, § 4, 4° en 6°," en de woorden "en onder voorbehoud van de bepalingen van het decreet van 24 juni 1996".

## HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 30.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2021.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 30 september 2021.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,  
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2021-2022  
Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 277-1 - Amendement(en) in de commissie, nr. 277-2 - Verslag van de commissie, nr. 277-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 277-4  
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 29 september 2021.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/22247]

**8 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française, annexe 1<sup>re</sup>;

Vu le « Test genre » du 7 avril 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juin 2021 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère, donné le 19 juillet 2021 ;

Vu le protocole n° 537 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 12 juillet 2021;

Vu l'avis n° 70.122/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française, la ligne relative à la nomination au grade de gradué – catégorie : spécialisé – groupe 3, est, pour le 12, après la mention des conditions particulières pour le 10, complétée comme suit :

« Pour le 11 : lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale des Maisons de Justice, les candidats titulaires d'un bachelier prolongé par l'obtention d'un des diplômes suivants sont réputés remplir la condition d'être titulaires d'un diplôme exigé pour le recrutement au grade de gradué spécialisé 3 : master en psychologie ou en sciences psychologiques, master en sciences de l'éducation, de la formation ou en pédagogie, master en criminologie ou en sciences criminologiques, master en sciences humaines et sociales, master en sociologie ou en sciences sociologiques, master en anthropologie, master en ingénierie de l'action sociale et master en ingénierie et action sociales. ».